



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

L'ACTIVITÉ FRONTALIÈRE AVEC LA SUISSE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Sommaire

- p. 2 Édito
- p. 3 Dynamisme démographique et économique des territoires frontaliers
- p. 4 Dynamisme de l'emploi des territoires frontaliers
- p. 7 De plus nombreux actifs Auverhônals travaillant en Suisse
- p. 8 Hausse de la demande d'emploi dans la zone frontalière du Léman
- p. 10 Hausse du nombre de demandeurs d'emploi ayant travaillé en Suisse indemnisés par l'Assurance chômage
- p. 12 Périmètres géographiques
- p. 13 Sources et définitions

Une activité frontalière avec la Suisse intense et polarisée

Limitrophe de cinq régions françaises d'un côté et frontalière avec deux pays, la Suisse et l'Italie, d'un autre côté, Auvergne-Rhône-Alpes est une région tournée vers l'international.

Après le Grand Est, Auvergne-Rhône-Alpes est la deuxième région française pour le nombre de travailleurs frontaliers, en Suisse pour la quasi-totalité. Les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain partagent plus de 100 kilomètres de frontière terrestre avec le seul canton de Genève. Ces territoires frontaliers bénéficient d'une dynamique plutôt positive, à la fois de la population et de l'emploi.

« Pour les territoires frontaliers, ces déplacements domicile-travail présentent d'importants enjeux, en matière de transports et de logement notamment. [...] »

Proposer à ces frontaliers une alternative à la voiture individuelle, adaptée à leurs besoins, contribuerait à limiter les émissions en CO₂ particulièrement forte dans l'Ain et la Haute-Savoie, à désengorger les voies d'accès à la Suisse et à améliorer leur qualité de vie. Dans cet objectif, poursuivre le développement des transports en commun est un levier essentiel (mises en service fin 2019 du Léman Express et du tramway Annemasse-Genève, augmentation de l'offre de la Compagnie générale de navigation vers Lausanne et Nyon, mise en circulation fin 2025 du tramway du Genevois). Un autre levier repose sur le développement de la mobilité douce. La voie verte du Grand Genève, dont la réalisation se poursuit depuis 2010, en est un grand projet.

Un deuxième enjeu d'importance concerne le logement. En effet, l'augmentation du nombre de frontaliers et leurs salaires plus élevés accroissent les tensions sur le marché du logement (disponibilité et prix). L'offre de logements doit donc être adaptée pour répondre aux besoins d'habitants aux profils et aux pouvoirs d'achat très divers.

Les travailleurs frontaliers de la région exerçant en Suisse peuvent être répartis en six profils, selon leurs caractéristiques personnelles et professionnelles, leurs lieux de travail et de résidence et les moyens de transport qu'ils utilisent :

- Des cadres, français, plutôt jeunes.
- Des cadres, possédant une nationalité étrangère, plus âgés.
- Des professions intermédiaires attirées par le secteur de la santé et de l'action sociale.
- Des ouvriers assez qualifiés, empruntant davantage leur véhicule personnel.
- Des jeunes occupant des postes peu qualifiés et assez précaires.
- Des employés exerçant surtout à Genève. »

« Travailleurs frontaliers : six profils de « navetteurs » vers la Suisse », Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes, n° 145, mai 2022.

Édito

LE BASSIN LÉMANIQUE, UN TERRITOIRE AU CŒUR DE L'ACTIVITÉ FRONTALIÈRE !

Vu du haut du Salève côté France, nous pouvons admirer le célèbre jet d'eau de Genève et surplomber la frontière administrative entre nos deux pays dans un bel écrin de verdure. Derrière ce paisible paysage du bassin Lémanique se cache une impressionnante dynamique démographique et économique. Chaque jour ce sont plus de 120 000 frontaliers qui traversent la frontière suisse pour venir y travailler.

« Le Grand Genève » constitué des cantons de Genève, Vaud et du Valais ainsi que côté France des départements de la Haute-Savoie et de l'Ain représente une population de 3,2 millions d'habitants soit la première agglomération d'Auvergne Rhône-Alpes. On constate une progression permanente de la population et des emplois sous l'effet des salaires attractifs et du potentiel économique des deux côtés de la frontière. Aujourd'hui ce bassin de vie se caractérise par un tissu économique performant et diversifié.

Toutefois, le bassin Lémanique doit aussi faire face à des problématiques de taille comme la pression actuelle sur l'offre, le coût du logement ; et les infrastructures (route, école, crèche, etc. ...).

Vous l'aurez compris, de nombreux défis attendent le bassin Lémanique afin de préserver les équilibres économiques, sociaux, environnementaux.

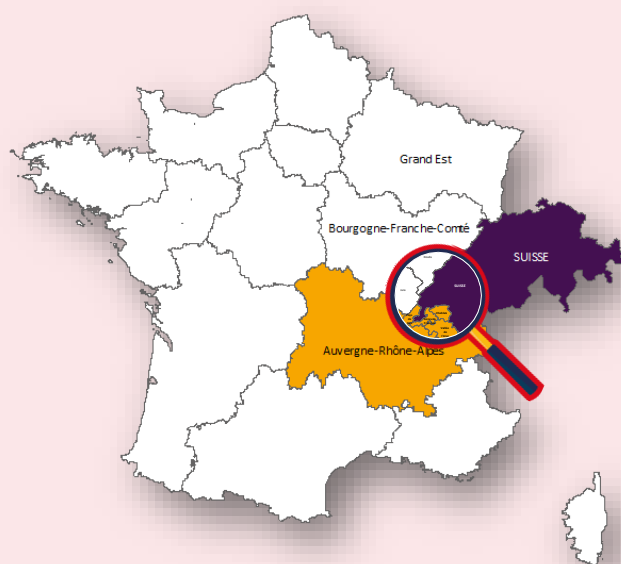
Nous vous invitons à parcourir notre dossier sur l'activité frontalière avec la Suisse en Auvergne-Rhône-Alpes qui permettra de vous apporter un certain nombre d'éclairages sur le plan économique et social.

Cécile GALL

France Travail, Directrice Départementale de l'Ain

Michel DEBERNARDY

France Travail, Directeur Départemental de la Haute-Savoie



Dynamisme démographique et économique des territoires frontaliers

UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE FORTE EN RALENTISSEMENT CES DERNIÈRES ANNÉES

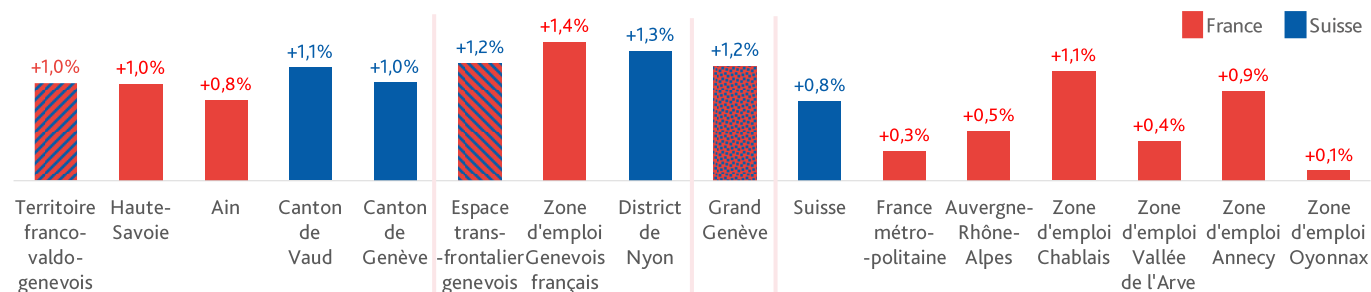
Le territoire franco-valdo-genevois ⁽¹⁾ compte 2,83 millions d'habitants en 2021. Ils sont répartis pour 30% en Haute-Savoie (841 000), 23% dans l'Ain (663 000), 29% dans le canton de Vaud (815 000) et 18% dans le canton de Genève (506 000). La population augmente au rythme de +1,0% par an en moyenne entre 2015 et 2021, un peu plus fortement côté suisse que français [cf. graphique 1]. Le solde migratoire contribue fortement à cet accroissement, le territoire attirant de nouveaux résidents. La croissance démographique faiblit, comme ailleurs, par rapport aux périodes précédentes (+1,4% par an entre 2010 et 2015, +1,3% entre 1999 et 2010), mais reste supérieure à celle de la Suisse, d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la France métropolitaine. En comparaison du territoire franco-valdo-genevois, la Métropole de Lyon recense deux fois moins d'habitants (1,42 millions en 2021) et la population croît de +0,6% par an en moyenne entre 2015 et 2021.

Dans l'espace transfrontalier genevois ⁽¹⁾, territoire plus restreint au pourtour du canton de Genève, la croissance démographique est plus soutenue (+1,2% par an entre 2015 et 2021). La population s'élève à 1,01 millions d'habitants en 2021, répartie dans la zone d'emploi du Genevois français (40%, 399 000), le canton de Genève (50%, 506 000) et le district de Nyon (10%, 103 000). Elle augmente plus fortement dans le Genevois français que dans le district de Nyon et le canton de Genève. ⁽¹⁾ [cf. Périmètres géographiques, page 11]

Le canton du Valais compte 353 000 habitants. La population progresse de +0,9% par an en moyenne entre 2015 et 2021.

GRAPHIQUE 1

ÉVOLUTION ANNUELLE MOYENNE DE LA POPULATION ENTRE 2015 ET 2021



Sources : Insee, OFS

L'évolution de la population y est aussi plus favorable que dans les autres départements frontaliers :

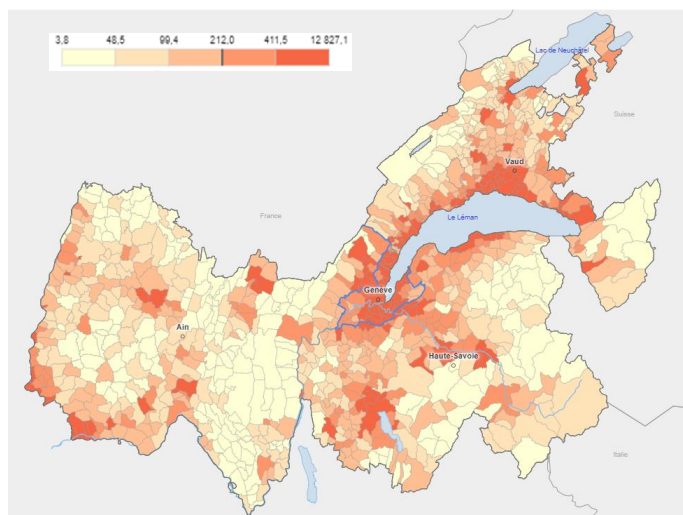
- de la Suisse (Doubs +0,3% par an entre 2015 et 2021, Jura -0,1%),
- de l'Allemagne (Bas-Rhin +0,5%, Haut-Rhin +0,1%),
- du Luxembourg (Meurthe et Moselle -0,0%, Moselle +0,1%, Meuse -0,8%).

La densité de population est élevée dans la zone transfrontalière [cf. carte 1].

Le Genevois français représente par ailleurs un espace résidentiel attractif pour ceux qui travaillent de l'autre côté de la frontière. La zone d'emploi est bien moins densément peuplée que le canton de Genève (243 habitants au km², contre 2 051) mais bien plus comparée à la région Auvergne-Rhône-Alpes (116 habitants au km²). La densité dans le Valais est relativement faible (67 habitants au km²).

CARTE 1

DENSITÉ DE POPULATION (HAB. / KM²)



Sources : Insee, OFS (2020, Territoire franco-valdo-genevois par commune)

UN PIB ET UN NIVEAU DE VIE TRÈS ÉLEVÉS

La Suisse affiche un PIB par habitant deux fois supérieur à celui de la France et les niveaux de salaires y sont parmi les plus élevés au monde. Auvergne-Rhône-Alpes demeure la troisième région française la plus créatrice de richesses, avec un PIB par habitant de 35 500 € en 2021, loin derrière l'Île-de-France tout de même (61 400 €) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (37 300 €). En Suisse, le PIB par habitant est de 82 700 €, grimpe même à 107 400 € dans le canton de Genève, atteint 74 400 € dans le canton de Vaud et 55 500 € dans le canton du Valais.

L'impact économique et financier des migrations de travail transfrontalières, bien que considérable, n'est pas facile à apprécier. Les différences dans les déclarations fiscales rendent difficile les comparaisons territoriales. L'effet sur le revenu fiscal est apprécié dans les territoires proches de la Suisse.

LA ZONE FRONTALIÈRE DU GENEVOIS FRANÇAIS : UN TERRITOIRE ATYPIQUE AU SEIN DE LA RÉGION ET DE L'HEXAGONE

La zone d'emploi du Genevois français, avec l'influence de la Suisse, est le territoire français où le niveau de vie est le plus élevé : la moitié de la population à un niveau de vie supérieur à 33 100 € par an en 2021 (contre 23 800 € au niveau régional et 23 080 € en France métropolitaine). Elle se place en tête devant les zones d'emploi de Saint-Louis (frontière de l'Allemagne et de la Suisse), Rambouillet, Pontarlier (frontière de la Suisse) et Versailles-Saint-Quentin. Le Chablais et Annecy se classent respectivement 6^{ème} (27 830 €) et 7^{ème} (27 420 €). La Haute-Savoie est ainsi le 4^{ème} département français avec un niveau de vie particulièrement élevé (28 120 €), derrière Paris, les Hauts de Seine et les Yvelines, et avec un taux de pauvreté parmi les plus bas (9,5%, contre 13,3% en Auvergne-Rhône-Alpes et 14,9% en France métropolitaine).

De fortes disparités de revenus existent toutefois entre habitants au sein des territoires frontaliers. Les écarts de revenus d'activité sont particulièrement élevés à proximité de la Suisse, dans les départements les plus proches de la métropole de Genève. Selon l'Insee, « en moyenne 2019-2020, les frontaliers qui travaillent dans le canton de Genève et qui résident dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie ont des revenus d'activité en moyenne 2,7 fois supérieurs à ceux des travailleurs non frontaliers résidant dans ces deux départements. »

Dynamisme de l'emploi des territoires frontaliers

UN TISSU ÉCONOMIQUE FORTEMENT DOMINÉ PAR LE SECTEUR TERTIAIRE

Dans le territoire franco-valdo-genevois, le secteur tertiaire regroupe 80% de l'emploi total en 2021, 18% des emplois se situent dans le secondaire (industrie, construction) et 2% dans le secteur primaire (agricole), selon l'Observatoire Statistique Transfrontalier. La prédominance des services est plus marquée dans le territoire qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (+3 points) et en Suisse (+2,5 points), alors que l'industrie y est moins présente (respectivement -3 points et -2 points).

La part du tertiaire est plus importante dans la partie suisse du territoire que dans la partie française. Les services regroupent 87% des emplois (353 550) dans le canton de Genève et 81% (386 990) dans le canton de Vaud. Les métropoles de Genève et de Lausanne concentrent en effet des emplois tertiaires à haute valeur ajoutée. Dans la partie française du territoire, le tertiaire est un peu moins présent : 77% des emplois en Haute-Savoie (263 140) et 70% dans l'Ain (165 480).

Le secondaire est proportionnellement plus présent dans la partie française du territoire. Il atteint 22% des emplois en Haute-Savoie (75 590, dont 65% dans l'industrie) et surtout 28% dans l'Ain (65 030, dont 72% dans l'industrie), soit plus qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (21%). Avec 20% d'emplois industriels (contre 14% dans l'ensemble de la région), l'Ain possède en effet des spécificités telles que la plasturgie, l'industrie automobile ou le nucléaire. Côté Suisse, la part d'emplois du secteur secondaire est de 19% (75 560) dans le canton de Vaud et de 12% (50 020) dans le canton de Genève.

UNE CROISSANCE DE L'EMPLOI SALARIÉ QUI SE POURSUIT PLUS MODÉRÉMENT EN 2023

L'emploi salarié continue de progresser en **Auvergne-Rhône-Alpes**, comme en France (+8,7% sur cinq ans, sur la période 2018-2023). Selon les données de l'Acos, l'emploi régional, comme l'emploi national, ont toutefois nettement ralenti en 2023, avec +0,5% sur un an, après un net dynamisme en 2022 (+1,9% sur un an, +2,0% en France). Au niveau sectoriel, la situation de l'emploi est plus hétérogène. En effet, deux secteurs d'activité sont en recul, plus fortement l'intérim (-9,0%) que la construction (-1,2%). À l'inverse, l'emploi croît dans les autres secteurs : hôtellerie-restauration (+1,2%), industrie (+1,1%), services non marchands (+1,1%), autres services marchands (+1,0%) et commerce (+0,5%).

Dans l'**Ain** et la **Haute-Savoie**, l'emploi augmente aussi modérément (+0,4% en un an), en comparaison de l'évolution dans les autres départements de la région allant de +1,0% en Savoie à -0,7% en Haute-Loire. Il en est de même dans les zones d'emploi du Genevois français et du Chablais, où la hausse de l'emploi est aussi de +0,4%. Le Chablais est la deuxième zone d'emploi haut-savoyarde ayant gagné le plus d'emploi en 2023, loin derrière celle du Mont Blanc (+2,1%), et avant celles du Genevois français (+0,4%), d'Annecy (+0,1%) et de la Vallée de l'Arve (-0,6%).

Dans la **zone d'emploi du Genevois français**, la hausse de l'emploi est portée d'abord par le commerce (+2,4%), puis les services non marchands (+1,7%), l'industrie (+1,7%), les autres services non marchands (+1,1%). Aux deux secteurs en recul comme au niveau régional, l'intérim (-16,3%) et la construction (-3,7%), s'ajoute celui de hôtellerie-restauration (-4,2%).

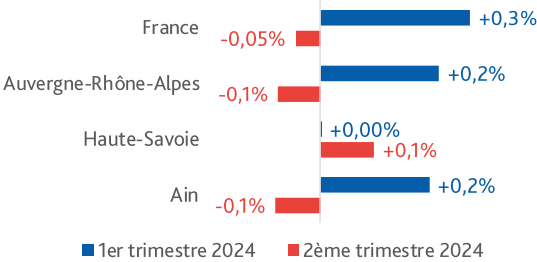
Dans la zone d'emploi voisine, celle du **Chablais**, deux secteurs soutiennent particulièrement la hausse de l'emploi : l'intérim (+5,1%) et les services non marchands (+3,2%). Les autres secteurs d'activité sont en hausse plus modérée, +1,0% dans la construction et l'hôtellerie-restauration et +0,8% dans le commerce, exception faite de l'industrie et des autres services marchands en baisse (respectivement -0,9% et -1,3%).

En **Suisse**, selon les données de l'OFS, au 4^{ème} trimestre 2023, l'emploi total progresse de +1,7% sur un an (+1,9% dans le tertiaire et +0,7% dans le secondaire (industrie et construction)). Il progresse dans toutes les grandes régions de Suisse. Cette évolution positive s'explique par les taux de croissance élevés dans le secteur tertiaire de trois grandes régions : Région lémanique (+2,5%), Suisse centrale (+2,4%) et Zurich (+2%).

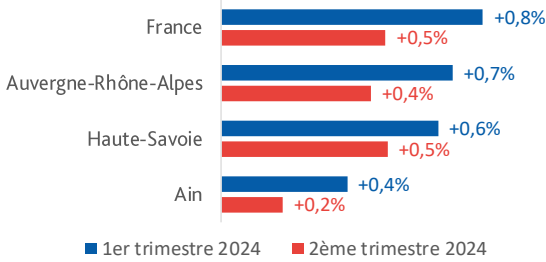
L'EMPLOI EN LÉGÈRE HAUSSE AU PREMIER TRIMESTRE 2024 ET QUASI-STABLE AU DEUXIÈME

L'emploi salarié se stabilise au deuxième trimestre 2024, selon les dernières estimations de l'Insee. En **Auvergne-Rhône-Alpes**, comme au niveau national, l'emploi est quasiment stable sur ce trimestre (-0,1% dans la région, -0,0% en France), après un premier trimestre encore dynamique (+0,2% dans la région, +0,3% en France) [cf. graphique 2]. Ce ralentissement de l'emploi est le fait de la poursuite de la baisse dans le secteur de la construction (-0,6% au premier trimestre, -0,5% au deuxième trimestre) et du recul de l'intérim (-2,2% au premier trimestre, -1,6% au deuxième trimestre). L'évolution de l'emploi est similaire dans l'Ain : +0,2% au premier trimestre puis -0,1% au deuxième trimestre. En Haute-Savoie, l'emploi est stable ou quasiment sur les deux premiers trimestres (-0,0% au premier puis +0,1% au deuxième). Dans tous les territoires observés, l'emploi dépasse son niveau d'un an auparavant au premier comme au deuxième trimestre [cf. graphique 3].

GRAPHIQUE 2
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ SUR UN TRIMESTRE



GRAPHIQUE 3
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ SUR UN AN



Source : Insee (Estimations trimestrielles d'emploi salarié total, données CVS) Source : Insee (Estimations trimestrielles d'emploi salarié total, données CVS)

DES EMBAUCHES EN BAISSÉ EN 2023

Dans la zone frontalière du Léman, composée des bassins d'emploi du Genevois français, du Chablais et du Pays de Gex, en 2023, les embauches hors secteur de l'intérim progressent par rapport à l'année précédente (+1,2%, contre -0,2% au niveau régional). En intégrant l'intérim (dont le recul est très marqué dans la zone frontalière, à -5,1%), le nombre d'embauches tous types de contrat diminue, et ce plus fortement qu'au niveau régional (-1,4%, contre -0,2% en Auvergne-Rhône-Alpes).

La situation des embauches dans les secteurs d'activité est hétérogène, les évolutions sont toutefois plus favorables dans la zone frontalière du Léman qu'au niveau régional [cf. tableau 1]. L'hébergement et restauration reste le secteur qui recrute le plus, dans la zone frontalière du Léman comme dans la région, et le niveau des embauches en 2023 est au-dessus de celui observé un an auparavant (+4,6%, contre +3,7% au niveau régional). Deux tiers de ces embauches concernent un contrat de plus d'un mois. Dans le commerce, les embauches sont quasiment stables, alors qu'elles diminuent au niveau régional. Dans l'hébergement médico-social et social, elles sont en forte progression dans le territoire frontalier (+10,5%, contre +4,2% au niveau régional). Les activités pour la santé ont embauché plus en 2023 (+2,4%), mais avec une part importante de contrats de moins d'un mois.

TABLEAU 1
RÉPARTITION DES EMBAUCHES EN 2023 PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DÉTAILLÉ ET ÉVOLUTION SUR 1 AN

	2023			Evolution 2022/2023	
	Nombre	Répartition	Part contrats > 1 mois	Zone frontalière du Léman	Auvergne-Rhône-Alpes
Tous secteurs d'activité confondus	167 185	100%	-	-1,4%	-0,2%
Intérim	66 122	40%	-	-5,1%	-0,1%
Hors intérim	101 063	60%	58%	+1,2%	-0,2%
Hébergement et restauration	24 817	15%	66%	+4,6%	+3,7%
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	17 228	10%	77%	-0,1%	-4,4%
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	12 943	8%	29%	+10,5%	+4,2%
Activités pour la santé humaine	10 256	6%	18%	+2,4%	+3,1%
Arts, spectacles et activités récréatives	6 553	4%	23%	+6,7%	+4,9%
Activités de services administratifs et de soutien	5 138	3%	57%	-18,0%	-0,8%
Transports et entreposage	3 823	2%	86%	-0,5%	-2,5%
Administration publique	3 588	2%	79%	-3,5%	-4,6%
Construction	3 354	2%	89%	-4,5%	-6,2%
Autres activités de services	2 493	1%	64%	-0,4%	-8,6%
Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	2 423	1%	88%	+2,0%	-1,1%
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie	1 641	1%	90%	-7,4%	-8,8%
Enseignement	1 317	1%	59%	+1,0%	-1,1%
Agriculture, sylviculture et pêche	1 267	1%	25%	-2,7%	-3,5%
Activités immobilières	845	1%	96%	-14,3%	-14,7%

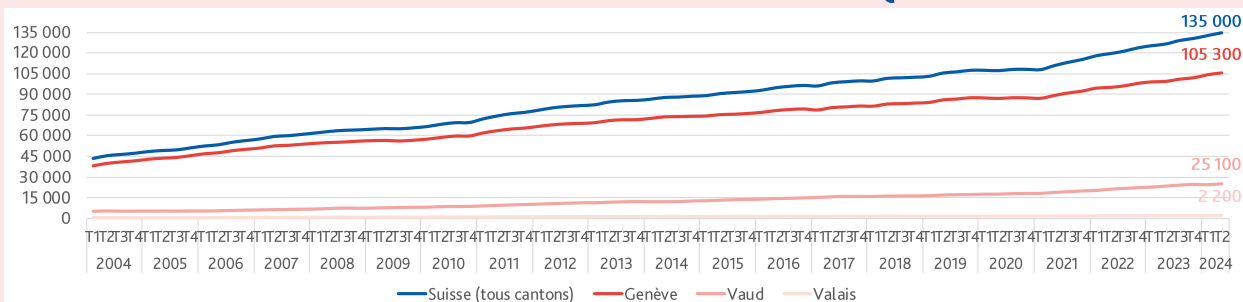
Champ : DPAE tous types de contrat (ne sont détaillés que les secteurs d'activité (NAF 38) ayant enregistré au-moins 500 embauches en 2023)
Source : Acoess / MSA, Déclarations Préalables à l'Embauche (DPAE), données brutes provisoires - Traitement France Travail Auvergne-Rhône-Alpes

L'EXPANSION DU TRAVAIL FRONTALIER SUISSE

Au 2^{ème} trimestre 2024, parmi les 229 200 frontaliers français qui travaillent en Suisse, 135 000 résident en Auvergne-Rhône-Alpes, d'après la statistique des frontaliers étrangers avec une autorisation frontalière de travail en Suisse (source OFS) [cf. graphique 4]. 74% d'entre eux résident en Haute-Savoie et 23% dans l'Ain. Leur nombre ne cesse de s'accroître : +6% en un an, +28% en cinq ans, +54 % en dix ans. Ils sont deux fois plus nombreux qu'il y a une quinzaine d'années (+107% par rapport à 2009).

GRAPHIQUE 4

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS FRONTALIERS SUISSES RÉSIDANT EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES DEPUIS 2004 ET PAR CANTON DE TRAVAIL DE LA RÉGION LÉMANIQUE



Champ : Travailleurs frontaliers avec autorisation frontalière de travail en Suisse résidant en Auvergne-Rhône-Alpes

Source : OFS

TABLEAU 2

RÉPARTITION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS FRONTALIERS SUISSES RÉSIDANT EN FRANCE AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024 PAR DIVISION ÉCONOMIQUE ET PAR CANTON DE TRAVAIL DE LA RÉGION LÉMANIQUE

Ces données concernent les travailleurs frontaliers suisses résidant en France, et non uniquement ceux résidant en Auvergne-Rhône-Alpes. Notons toutefois que 96% des frontaliers résidant en France et travaillant dans le canton de Genève viennent d'Auvergne-Rhône-Alpes, 91% pour ceux travaillant dans le canton du Valais et 56% pour ceux travaillant dans le canton de Vaud.

	Suisse (tous cantons)		Genève		Vaud		Valais	
Ensemble	229 214	100%	109 828	100%	44 945	100%	2 467	100%
Secteur tertiaire	163 966	72%	87 995	80%	31 849	71%	1 605	65%
Activités de services administratifs et de soutien	29 942	13%	15 449	14%	5 709	13%	328	13%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	30 521	13%	15 365	14%	6 342	14%	291	12%
Santé humaine et action sociale	25 313	11%	13 735	13%	6 286	14%	384	16%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	24 110	11%	11 684	11%	3 530	8%	120	5%
Hébergement et restauration	11 355	5%	7 356	7%	1 967	4%	119	5%
Transports et entreposage	11 265	5%	6 184	6%	1 712	4%	68	3%
Enseignement	6 425	3%	4 163	4%	1 584	4%	51	2%
Activités financières et d'assurance	4 851	2%	3 599	3%	796	2%	34	1%
Information et communication	6 024	3%	2 950	3%	986	2%	55	2%
Autres activités de services	6 285	3%	2 875	3%	1 334	3%	48	2%
Arts, spectacles et activités récréatives	2 877	1%	1 563	1%	644	1%	61	2%
Administration publique	2 242	1%	1 269	1%	602	1%	27	1%
Activités immobilières	1 211	1%	970	1%	150	0%	7	0%
Activités des ménages en tant qu'employeurs et producteurs	1 428	1%	719	1%	209	0%	12	1%
Activités extra-territoriales	118	0%	115	0%	0	0%	1	0%
Secteur secondaire	63 744	28%	21 238	19%	12 667	28%	826	33%
Industrie manufacturière	46 598	20%	11 955	11%	9 275	21%	484	20%
Fabrication de produits informatiques et électroniques, horlogerie	14 204	6%	3 804	3%	2 918	6%	48	2%
Autres industries manufacturières, réparation et installation	7 127	3%	2 074	2%	1 434	3%	30	1%
Fabrication de produits métalliques	4 026	2%	1 109	1%	639	1%	40	2%
Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	4 282	2%	883	1%	669	1%	98	4%
Industries du bois et du papier, imprimerie	1 846	1%	828	1%	350	1%	25	1%
Industrie pharmaceutique	3 928	2%	774	1%	598	1%	96	4%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	3 836	2%	766	1%	770	2%	101	4%
Industries alimentaires et du tabac	2 965	1%	649	1%	888	2%	6	0%
Industries du caoutchouc et du plastique	1 582	1%	362	0%	367	1%	10	0%
Fabrication d'équipements électriques	1 941	1%	349	0%	500	1%	26	1%
Industries du textile et de l	606	0%	302	0%	80	0%	2	0%
Fabrication de matériels de transport	255	0%	57	0%	61	0%	4	0%
Construction	15 982	7%	8 798	8%	3 044	7%	322	13%
Production et distribution d'énergie	762	0%	322	0%	271	1%	9	0%
Production et distribution d'eau, gestion des déchets	228	0%	117	0%	49	0%	10	0%
Industries extractives	174	0%	46	0%	29	0%	2	0%
Secteur primaire	1 504	1%	595	1%	429	1%	35	1%

Champ : Travailleurs frontaliers avec autorisation frontalière de travail en Suisse résidant en Auvergne-Rhône-Alpes

Source : OFS

De plus nombreux actifs Auverhônâlpins travaillant en Suisse

DEUXIÈME RÉGION AVEC LE PLUS DE TRAVAILLEURS FRONTALIERS DERRIÈRE LE GRAND EST

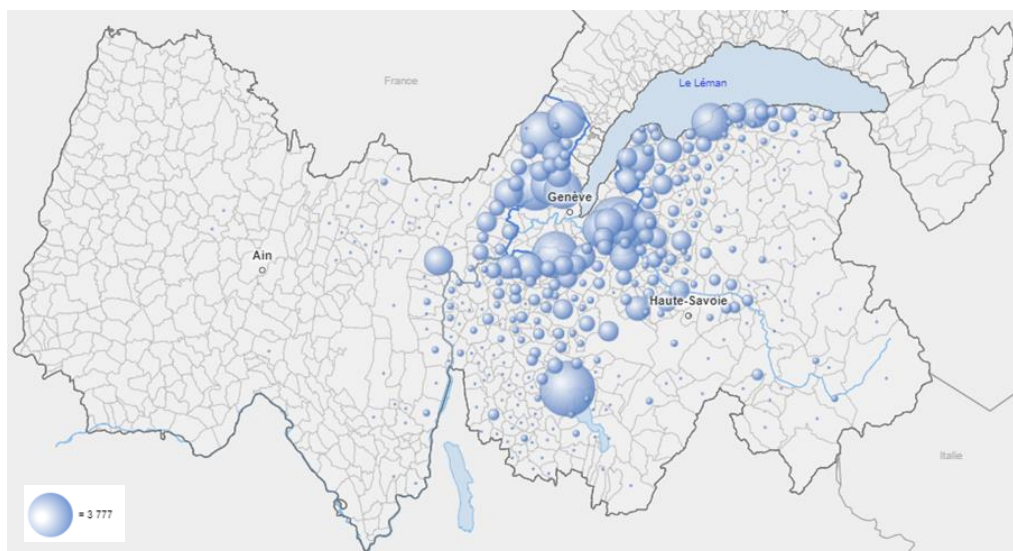
140 000 actifs résidant en Auvergne-Rhône-Alpes occupent un emploi à l'étranger en 2021, d'après le recensement de la population (source Insee). Ils représentent 4% de l'ensemble des actifs occupant un emploi et résidant dans la région. Auvergne-Rhône-Alpes se positionne ainsi au 2^{ème} rang national, derrière la région Grand Est et ses 203 000 navetteurs frontaliers (soit 9% des actifs occupés) et loin devant la Bourgogne-France-Comté et ses 42 000 navetteurs (soit 4% des actifs occupés). En comparaison nationale, la part d'actifs français travaillant à l'étranger est de 2%.

LA PLUPART DES NAVETTEURS D'Auvergne-Rhône-Alpes travaillent en Suisse

La plupart des actifs qui résident en Auvergne-Rhône-Alpes et occupent un emploi à l'étranger vont travailler en Suisse (138 000 en 2021). Ils représentent 62% des 224 000 personnes ayant effectué des déplacements domicile-travail entre la France et la Suisse et résident principalement en Haute-Savoie (99 000 actifs travaillant en Suisse) ou dans l'Ain (36 000). Près d'un actif Haut-Savoyard sur quatre exerce son activité professionnelle en Suisse. La part des actifs travaillant en Suisse parmi la population active occupant un emploi s'élève ainsi à 24% en Haute-Savoie et 12% dans l'Ain. La zone d'emploi du Genevois français regroupe 99 000 actifs qui travaillent en Suisse, soit plus de la moitié des actifs ayant un emploi. Celle du Chablais concentre 13 000 actifs qui travaillent en Suisse (24% de la population active occupée).

CARTE 2

NOMBRE D'ACTIFS TRANSFRONTALIERS TRAVAILLANT EN SUISSE RESIDANT DANS UNE COMMUNE DE HAUTE-SAVOIE OU DE L'AIN PARMIS LES PERSONNES EN EMPLOI



Source : Insee, Recensement de la population (2020, carte Géoclip)

UNE MAIN D'ŒUVRE PLUS PARTICULIÈREMENT MASCULINE, D'ÂGE MOYEN, QUALIFIÉE ET DANS LE SECTEUR TERTIAIRE

58% des personnes qui résident en Auvergne-Rhône-Alpes et travaillent en Suisse sont des hommes (52% parmi les autres actifs de la région). Près de la moitié des frontaliers travaillant en Suisse a entre 30 et 44 ans (46% contre 36% parmi les autres actifs). Ils sont aussi beaucoup plus souvent diplômés de l'enseignement supérieur (55%, contre 46% parmi les autres actifs de la région). Ainsi, les habitants de la région travaillant en Suisse occupent plus souvent des emplois qualifiés, de cadres ou professions intellectuelles supérieures (25%, contre 18% parmi les autres actifs), peu sont ouvriers (18%, contre 20% parmi les autres actifs). Les professions intermédiaires restent néanmoins les plus nombreuses à travailler en Suisse (31%, contre 27% parmi les autres actifs).

Les frontaliers sont plus nombreux à exercer un emploi dans le secteur tertiaire, dont 58% dans le commerce, transports et services divers (46% parmi les autres actifs) et 22% dans l'administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale (30% parmi les autres actifs). L'industrie ne concerne que 13 % d'entre eux (15 % parmi les autres actifs).

UN NOMBRE CROISSANT DE COMMUNES CONCERNÉES

Des communes proches de la frontière voient une majorité de leur population la traverser pour aller travailler [cf. carte 2].

En Haute-Savoie, les communes de résidence plus particulièrement concernées par ce phénomène sont Archamps (76% des actifs résidant dans la commune travaillent en Suisse en 2021), Veigy-Foncenex (74%), Viry (71%), Beaumont (69%), Collonges-sous-Salève (67%), Gaillard (65%), Saint Julien en Genevois (63%), Ambilly (61%), Valleiry (60%), Vétraz-Monthoux (52%), Ville la Grand (50%), Annemasse (50%).

Dans l'Ain, il s'agit notamment des communes de Prévessin-Moëns (71%), Saint-Genis-Pouilly (69%), Divonne-les-Bains (69%), Cessy (65%), Thoiry (61%), Ornex (58%), Gex (57%), Ferney-Voltaire (55%).

DES DÉPLACEMENTS PRINCIPALEMENT EN DIRECTION DU CANTON DE GENÈVE

Trois cantons suisses accueillent la majorité des frontaliers résidant en Auvergne-Rhône-Alpes :

- De par la géographie des territoires, l'essentiel des déplacements entre Auvergne-Rhône-Alpes et la Suisse a lieu dans un espace fortement resserré autour du **canton de Genève**. Celui-ci partage plus de 100 kilomètres de frontière terrestre avec l'Ain et la Haute-Savoie, contre seulement 5 kilomètres avec le reste de la Suisse. Du fait de son attractivité et de sa proximité, le canton de Genève concentre ainsi 84% des frontaliers qui habitent la région (116 000, dont 85 000 résident en Haute-Savoie, 29 000 dans l'Ain, 1 000 en Savoie). Plus d'un quart des emplois du canton de Genève sont ainsi occupés par des actifs habitant en Auvergne-Rhône-Alpes. Certains métiers ou compétences sont très recherchés de l'autre côté de la frontière.
- Le **canton de Vaud** emploie beaucoup moins d'actifs en provenance d'Auvergne-Rhône-Alpes, 13% des frontaliers qui habitent la région (18 000, dont 10 000 résident en Haute-Savoie et 7 000 dans l'Ain). Les traversées par bateau favorisent de plus en plus les navettes depuis le nord du Chablais vers Lausanne et Nyon.
- Le **canton du Valais** accueille 1% des frontaliers résidant dans la région (2 000), la quasi-totalité réside en Haute-Savoie.

L'**agglomération de Genève** constitue le principal pôle de déplacement. Trois flux sur cinq se font en direction de la seule commune de Genève. En 2021, 81 000 personnes, soit 59% des frontaliers d'Auvergne-Rhône-Alpes, travaillent dans la commune de Genève. Cette part atteint 77% en y ajoutant les communes de Meyrin, Lausanne, Plan-les-Ouates et Carouge. Des caractéristiques particulières pour les actifs travaillant à Genève : peu d'ouvriers (seulement 17%), la part des femmes y est un peu plus importante (44%). 85% des navetteurs travaillant à Genève exercent dans le secteur tertiaire, plus particulièrement dans le commerce, transports et services divers (62%) et l'administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale (22%). L'industrie ne concerne que 8% des navetteurs genevois.

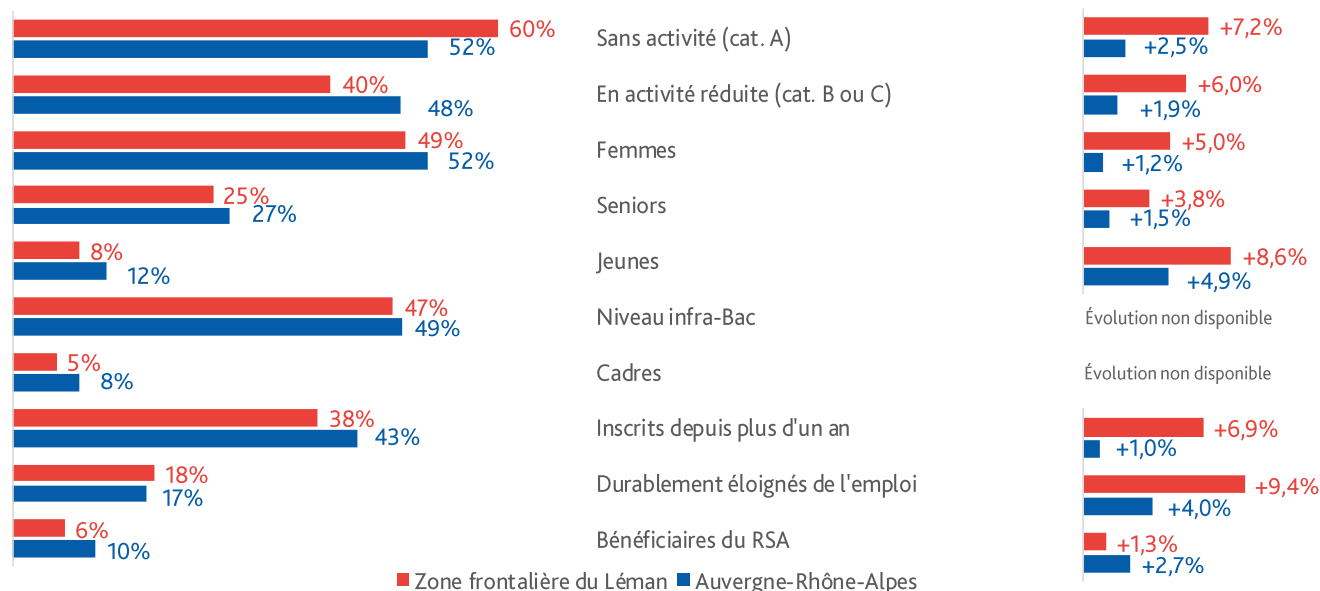
Hausse marquée de la demande d'emploi dans la zone frontalière

UN NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI EN HAUSSE SUR UN AN

33 700 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories A, B, C à fin juin 2024 dans les agences France Travail de la zone frontalière du Léman, composée des bassins d'emploi (au sens France Travail) du Genevois Français, Chablais et Pays de Gex. Leur nombre est en hausse de +6,7% en un an (contre +2,2% au niveau régional), soit 2 100 personnes supplémentaires.

GRAPHIQUE 5 & 6

CARACTÉRISTIQUES ET ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI



Champ : Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégories A, B, C au 30 juin 2024 et évolution par rapport au 30 juin 2023

Source : France Travail (STMT)

HAUSSE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI QUEL QUE SOIT LEUR PROFIL

Les demandeurs d'emploi sans aucune activité au cours du mois sont surreprésentés dans la zone frontalière du Léman (60%) comparé à la région (52%) [cf. graphique 5]. A l'inverse, sont moins présents parmi les demandeurs d'emploi de la zone frontalière qu'en moyenne régionale : les jeunes (8% contre 12%), les femmes (49% contre 52%), les cadres (5% contre 8%). Le nombre de demandeurs d'emploi augmente sur un an quel que soit leur profil [cf. graphique 6]. Parmi les demandeurs d'emploi de la zone frontalière du Léman, sont plus impactés notamment ceux durablement éloignés de l'emploi, ayant cumulé l'équivalent de 12 mois d'inactivité totale au cours des 15 derniers mois (+9,4%, contre +4,0% en région), les jeunes (+8,6%, contre +4,9%), les demandeurs d'emploi sans activité au cours du mois (+7,2%, contre +2,5% en région).

LE SYSTÈME D'INDEMNISATION DES FRONTALIERS

Les règles d'indemnisation des travailleurs frontaliers sont régies par le règlement communautaire (CE) n°883/2004 qui s'applique aux pays de l'Union Européenne depuis le 1^{er} mai 2010 et à la Suisse depuis 1^{er} avril 2012.

Un travailleur frontalier français qui travaille en Suisse cotise en Suisse et bénéficie, quand il est au chômage, de droits identiques à celui qui a exercé son activité en France. La charge de l'indemnisation en période de chômage revient à la France. Les règles de coordination prévoient que la Suisse rembourse ensuite à la France le montant des allocations versées, dans une certaine limite. Le remboursement est limité à 3 mois ou à 5 mois si le travailleur frontalier a travaillé en Suisse au moins 12 mois au cours des 24 derniers mois, et dans la limite des droits qui seraient ouverts par la Suisse en application de ses propres règles.

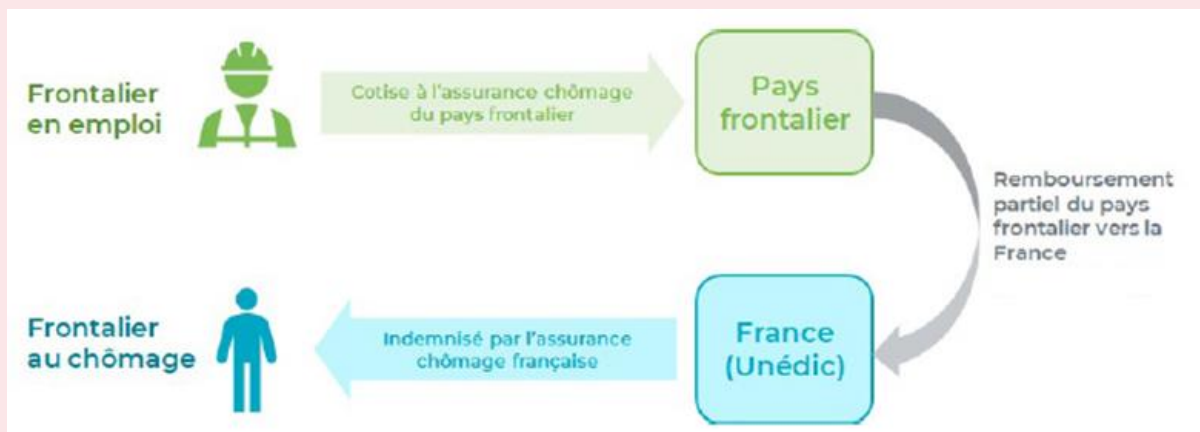
LES MÉCANISMES DE REMBOURSEMENT ENTRE LA FRANCE ET LES ÉTATS FRONTALIERS

« Les contributions d'assurance chômage sont versées aux organismes sociaux du pays d'emploi. Or, l'indemnisation chômage du travailleur frontalier incombe au pays de résidence. Un mécanisme de remboursement entre États prévoit que les prestations servies par l'État de résidence peuvent faire l'objet d'un remboursement par l'État d'emploi pour compenser la charge financière supplémentaire pour l'État de résidence du fait de l'absence de cotisation dans le pays de résidence où l'allocataire ouvre ses droits [cf. schéma 1]. »

En France, c'est France Travail Services qui a en charge la gestion des remboursements entre États. Une fois que les allocataires frontaliers concernés ont perçu 3 ou 5 mois d'indemnisation, selon la situation, le remboursement les concernant est facturé aux États d'emploi dans un délai de 6 à 12 mois. Les États membres disposent alors d'un délai de 18 mois pour rembourser l'État de résidence. »

SCHÉMA 1

CIRCUIT DE FINANCEMENT DE L'ALLOCATION D'UN FRONTALIER



Source : Unédic

DES REMBOURSEMENTS PARTIELS DANS LES FAITS

« Dans les faits, la durée d'indemnisation des allocataires frontaliers résidant en France dépasse les 5 mois maximum remboursés par le pays d'emploi. Il en résulte chaque année un surcoût pour l'Unédic, c'est-à-dire un écart entre les dépenses d'allocations et les remboursements qui leur sont inférieurs. »

Extraits de « L'indemnisation des frontaliers par l'Assurance chômage », Unédic, Dossier de synthèse, octobre 2024.

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi ayant travaillé en Suisse indemnisés par l'Assurance chômage

DANS LES BASSINS DU GENEVOIS FRANÇAIS ET DU PAYS DE GEX, PRÈS DE LA MOITIÉ DES DEMANDEURS D'EMPLOI INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE CHÔMAGE ONT TRAVAILLÉ PRÉCÉDEMMENT EN SUISSE

13 800 demandeurs d'emploi ayant travaillé en Suisse sont indemnisés par l'Assurance chômage (hors formation) à fin juin 2024, ce qui représente 4 % de l'ensemble des indemnisés (hors formation) dans la région.

Ils résident en Haute-Savoie (9 900, 27% des demandeurs d'emploi indemnisés du département) et dans l'Ain (2 800, 12% des indemnisés du département). Ils se concentrent plus particulièrement dans les bassins d'emploi du Genevois français (48% des indemnisés du bassin), du Pays de Gex (48%), du Chablais (28%), d'Annecy (15%) et de la Vallée de l'Arve (14%).

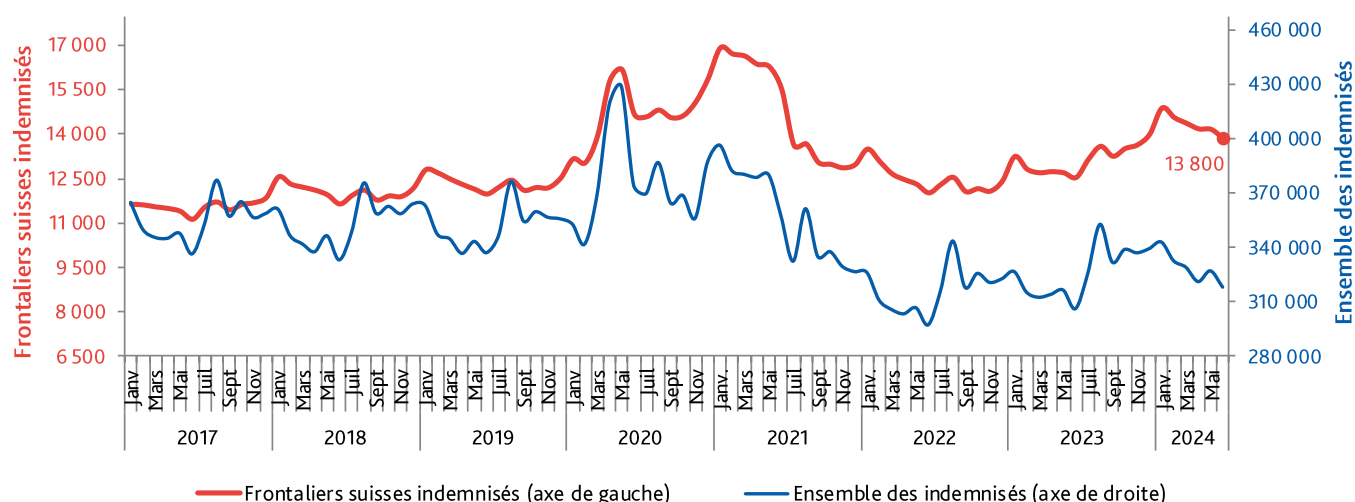
Il s'agit majoritairement d'hommes et il y a moins de jeunes ou de seniors parmi les frontaliers indemnisés [cf. infographie 1]. Ils sont plus diplômés et plus qualifiés que les demandeurs d'emploi non frontaliers indemnisés. Ils déclarent aussi être plus mobiles géographiquement. Pour une majorité d'entre eux, leur inscription à France Travail fait le plus souvent suite à un licenciement (56%, contre 12% des demandeurs d'emploi non frontaliers indemnisés).

UN NOMBRE DE FRONTALIERS INDEMNISÉS EN HAUSSE SUR UN AN

Le nombre de frontaliers suisses indemnisés poursuit la hausse engagée début 2023 et de façon plus soutenue. Il dépasse son niveau d'un an auparavant, en augmentant de +10,5% par rapport à juin 2023, contre +3,9% pour l'ensemble des indemnisés [cf. graphique 7].

GRAPHIQUE 7

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FRONTALIERS SUISSES INDEMNISÉS PAR FRANCE TRAVAIL DEPUIS JANVIER 2016



Champ : Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail indemnisés au 30 juin 2024 dans le cadre de la convention du Règlement d'Assurance chômage européen

Source : France Travail (FNA - Données brutes avec 3 mois de recul)

ENCADRÉ N°4

UNE ANCIENNETÉ DANS L'INDEMNISATION PLUS COURTE ET UN MONTANT MOYEN D'INDEMNISATION PLUS ÉLEVÉ

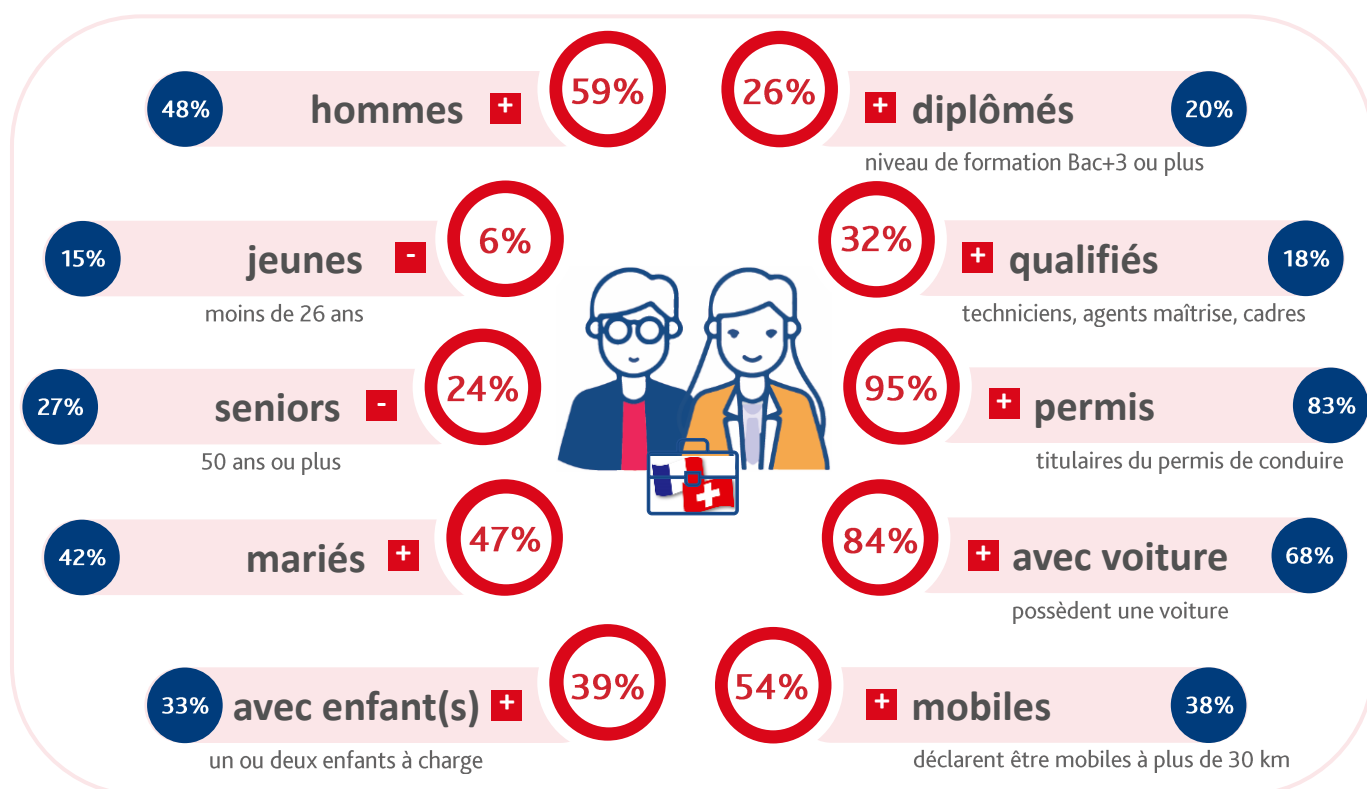
Le salaire journalier de référence pris en compte dans le calcul de l'indemnisation (sur la base des anciens salaires perçus) est nettement plus élevé pour les frontaliers, comparé à l'ensemble des demandeurs d'emploi indemnisés. Leur montant journalier d'indemnisation est largement supérieur (2,1 fois plus élevé en moyenne régionale) à celui de l'ensemble des indemnisés (91€ pour les frontaliers contre 43€). Leur ancienneté moyenne d'indemnisation reste moins longue (333 jours pour les frontaliers contre 409 jours).

INFOGRAPHIE 1

CARACTÉRISTIQUES DES DEMANDEURS D'EMPLOI FRONTALIERS SUISSES INDEMNISÉS

● Demandeurs d'emploi frontaliers suisses indemnisés

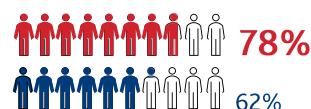
● Demandeurs d'emploi non frontaliers suisses indemnisés



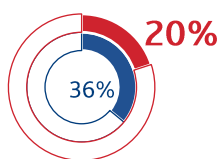
+ souvent inscrits à France Travail suite à un licenciement (économique ou autre)



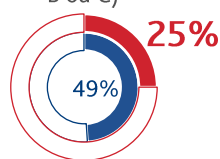
recherchent **+** majoritairement un CDI à temps plein



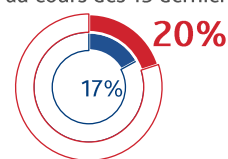
- confrontés à des freins périphériques à l'emploi



- en activité réduite (inscrits à France Travail en catégories B ou C)



+ durablement éloignés de l'emploi (sans aucune activité (catégorie A) durant au moins 12 mois au cours des 15 derniers mois)



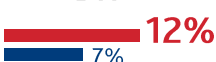
recherchent **+** souvent un métier dans les domaines ...



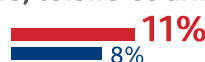
support à l'entreprise



construction, BTP



hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs et animation



commerce, vente et grande distribution



Champ : Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégories A, B, C indemnisés au 30 juin 2024, avec une ouverture de droit au chômage suite à une fin de contrat en Suisse

Source : France Travail (SISP, STMT)

Périmètres géographiques

En fonction de la granularité des données et de leur origine, les périmètres géographiques étudiés varient : département, zone d'emploi ou bassin d'emploi en France, canton et district en Suisse, commune, etc ... Plusieurs périmètres institutionnels ou d'études existent.

Territoire franco-valdo-genevois

Ensemble institutionnel de référence constitué, côté suisse, des cantons de Genève et de Vaud, et, côté français, des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie.



Grand Genève

Projet d'agglomération franco valdo-genevois depuis 2012, groupement de collectivités publiques locales de part et d'autre de la frontière franco-suisse, qui comprend le canton de Genève et le district de Nyon côté Suisse et côté français le Pôle métropolitain du Genevois français. Ce dernier est composé de huit intercommunalités : les communautés de communes Arve et Salève, Faucigny-Glières, Genevois, Pays Bellegardien, et Pays Rochois ; ainsi que les communautés d'agglomération Annemasse-Les Voirons-Agglomération, Pays de Gex et Thonon Agglomération.

Zone d'emploi du Genevois français

Zone d'étude, côté français, définie par l'Insee qui représente un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Les déplacements domicile-travail appréhendés de commune à commune constituent la donnée de référence pour la détermination de ce zonage. Pour le Genevois français, les déplacements vers la Suisse ont été pris en compte. La zone d'emploi du Genevois français est à cheval sur les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie. La zone d'emploi du Chablais est également concernée, à un degré moindre, par la problématique transfrontalière.

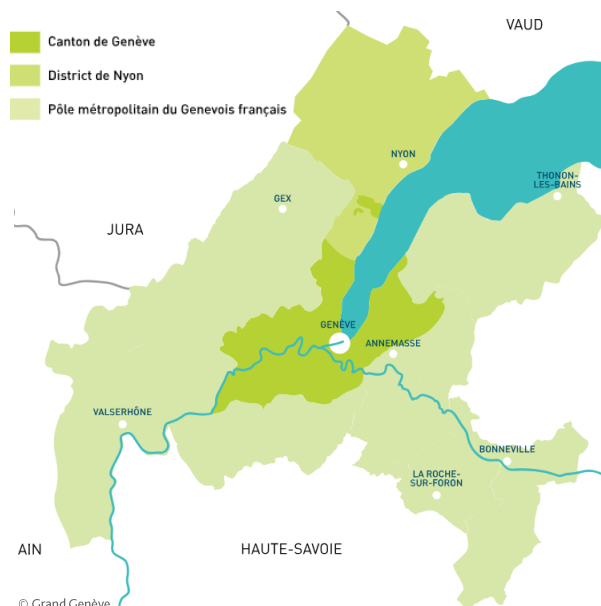
Zone frontalière du Léman

Composée des bassins d'emploi (au sens France Travail) du Genevois Français, du Chablais et du Pays de Gex.



Espace transfrontalier genevois

Zone d'étude de l'OST - Observatoire Statistique Transfrontalier, qui inclut, côté suisse, le canton de Genève et le district de Nyon (soit une partie du canton de Vaud), et côté français, la zone d'emploi du Genevois français (à cheval sur les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie). Cet espace vise à cerner plus particulièrement l'aire d'influence de Genève.



Sources et définitions

La collecte d'informations sur le volet transfrontalier est compliquée par les différences entre les sources de données. Cela implique des écarts dans les méthodologies, les définitions, les nomenclatures géographiques et sectorielles, la temporalité de la collecte, etc ...

Travailleur frontalier, frontalier, navetteur : quelles définitions ?

Un travailleur frontalier est considéré comme tel par la Sécurité Sociale à partir du moment où il est salarié, rattaché à une entreprise ou indépendant, qu'il exerce son activité professionnelle dans un Etat membre de l'Union Européenne, et qu'il réside sur le territoire d'un autre Etat membre dans lequel il retourne de façon régulière (retour au moins une fois par semaine à leur domicile principal).

La définition sociale du travailleur frontalier donnée par l'Union Européenne est complétée par des conventions fiscales bilatérales entre les Etats membres. Son statut peut varier selon les accords entre les pays, portant notamment sur des critères géographiques, avec des conséquences sur le lieu d'imposition des revenus. Sont concernés l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, la Belgique, la Suisse.

Les termes « frontalier » ou « navetteur » désigne un résident en France métropolitaine qui déclare travailler à l'étranger.

Acoss

Déclaration Préalable À l'Embauche (DPAE)

Formalité obligatoire accomplie par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche d'un salarié, et ce, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail envisagé. La DPAE concernant une mission d'intérim est réalisée par l'établissement de travail temporaire avec le code activité de l'établissement de travail temporaire et non celui de l'entreprise utilisatrice.

Les données brutes sont issues du système d'informations de France Travail, mis à jour quotidiennement à partir de flux de données fournies par l'Urssaf et la MSA. Les résultats sont provisoires, notamment pour les derniers mois. Les DPAE de plus d'un mois comprennent les CDI et les CDD de plus d'un mois (d'une durée strictement supérieure à 30 jours), hors intérim.

Emploi salarié

Données brutes du nombre des établissements employeurs et des effectifs salariés en fin d'année, dont le champ concerne les établissements employeurs du secteur privé (régime général), hors agriculture et hors secteur public. Ne sont donc pas couverts l'emploi agricole, le secteur public, les non-salariés.

Insee

Recensement de la population

Données de la population résidant en France et leurs principales caractéristiques (sexe, âge, activité, professions exercées, caractéristiques des ménages, taille et type de logement, modes de transport, déplacements quotidiens).

Flux de mobilité des déplacements domicile - travail

Données de la population active de 15 ans ou plus ayant un emploi résidant en France, correspondant aux croisements du lieu de résidence et de travail, y compris les navetteurs (résident en France et travaillent en Suisse), et leurs principales caractéristiques. Un navetteur peut être de nationalité française ou étrangère (*il y a par exemple des personnes de nationalité suisse qui résident en France et travaillent en Suisse*). Néanmoins, le recensement ne permet pas de connaître le nombre de frontaliers ayant la double nationalité, situation fréquente dans notre région.

Emploi salarié total

Données corrigées des variations saisonnières (CVS) en fin de trimestre provenant des estimations trimestrielles d'emploi salarié établies par l'Insee, en appliquant au socle annuel d'emploi les évolutions trimestrielles issues de plusieurs sources mobilisées par la caisse nationale de l'Urssaf, la Dares et l'Insee.

OST - Observatoire Statistique Transfrontalier

Organe de la statistique publique, créé à l'initiative du Comité régional franco-genevois, qui couvre les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie et les cantons suisses de Genève et de Vaud, est mis en œuvre par les institutions statistiques territorialement concernées : l'INSEE Auvergne-Rhône-Alpes et l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève (OCSTAT). Statistique Vaud (STATVD) met à disposition ses données. Il axe ses travaux sur les thèmes prioritaires tels que la démographie, le marché du travail, les mobilités ou encore le développement économique. L'observation est réalisée à deux échelles : le Territoire franco-valdo-genevois et l'Espace transfrontalier genevois. Une attention particulière est portée au territoire de l'agglomération transfrontalière du Grand Genève.

OFS - Office Fédéral de la Statistique

Statistique des frontaliers (STAF), données trimestrielles du nombre de travailleurs frontaliers étrangers en activité en Suisse et leurs principales caractéristiques.

Les travailleurs frontaliers étrangers sont les travailleurs de nationalité étrangère en possession d'une autorisation spécifique pour frontalier (livret G) et exerçant une activité lucrative en Suisse. Le permis G a une durée de validité de cinq ans pour un CDI ou un contrat de plus d'un an. Pour les contrats de moins d'un an, l'autorisation correspond à la durée du contrat (au minimum de 90 jours).

Sources et définitions

France Travail

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois (DEFM)

La Statistique du marché du travail (STMT) est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail.

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à France Travail selon les catégories suivantes :

- Catégorie A : tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- Catégorie B : tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- Catégorie C : tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- Catégorie D : non tenus de rechercher un emploi (formation, maladie) ou en contrat de sécurisation professionnelle, sans emploi ;
- Catégorie E : non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par ex. bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

La notion de demandeurs d'emploi est différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee. Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui (i) n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, (ii) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et (iii) a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois.

Demandeurs d'emploi ayant travaillé en Suisse et indemnisés en fin de mois par l'Assurance Chômage

Les frontaliers suisses indemnisés sont des frontaliers percevant une allocation en fin de mois (hors formation) versée par France Travail dans le cadre du règlement d'Assurance Chômage européen.

Issues du Fichier National des Allocataires (FNA), les données sont présentées avec un recul de 3 mois.

Les bénéficiaires de l'Assurance chômage sont indemnisés sur la base d'un "salaire journalier de référence" calculé à partir des salaires de base bruts et des primes incluses dans le salaire mensuel (ancienneté, rendement, primes de vacances, 13ème mois) perçus au cours des derniers mois qui ont précédé la perte de l'emploi. Les salaires pris en compte dans le calcul de l'indemnité de chômage ne peuvent toutefois excéder quatre fois le plafond de la Sécurité sociale (soit 15 456 euros par mois au 1^{er} janvier 2024).



EN SAVOIR PLUS

KOEHLER B., CESARI A-L.

« L'indemnisation des frontaliers par l'Assurance chômage »
Unédic, Dossier de synthèse, octobre 2024.

LE FILLÂTRE C., PICHARD L., TOUAHIR M., VIGLINO L.

« Les salaires sont plus élevés au sein des pôles des aires les plus peuplées »
Insee Première, n° 1995, mai 2024.

OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER

« Retour au dynamisme d'avant-crise »
OST Synthèse, 2023, décembre 2023.

AUDE J., MUGNIER S.

« La natalité et l'attractivité résidentielle contribuent autant à la croissance »
Insee Flash Auvergne-Rhône-Alpes n° 137, décembre 2023.

AST D.

« Entre 2013 et 2022, la population augmente particulièrement autour des frontières avec la Suisse et le Luxembourg »
Insee Première, n° 1972, novembre 2023.

DEBOUZY I., REFFET-ROCHAS A.

« Travailleurs frontaliers : six profils de « navetteurs » vers la Suisse »
Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes, n° 145, mai 2022.

DECORME H., LABOSSE A.

« Près de la Suisse, un ménage sur deux perçoit un revenu de source étrangère »
Insee Flash Auvergne-Rhône-Alpes n° 97, février 2022.